



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

2026



Accusé de réception en préfecture
062-216203976-20260408-19b-AU
Date de télétransmission : 13/04/2026
Date de réception préfecture : 13/04/2026

Objet du Débat d'Orientation Budgétaire :

Depuis la loi « Administration Territoriale de la République » (ATR) du 6 février 1992, la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) s'impose aux communes et plus généralement aux collectivités dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif. Première étape du cycle budgétaire annuel des collectivités locales, le DOB est un document essentiel qui permet de rendre compte de la gestion de la ville (analyse rétrospective). L'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi « NOTRe », publiée au journal officiel du 8 août 2015, a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux.

Le DOB représente en effet une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière de la collectivité.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) :

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3.500 habitants présente à son assemblée délibérante un rapport, le ROB, sur :

- Les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles des dépenses et recettes, en fonctionnement et en investissement, en précisant les hypothèses d'évolution retenues en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les évolutions relatives aux relations financières avec l'EPCI dont la commune est membre ;
- Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec prévision des recettes et des dépenses ;
- La structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire (DOB) au minimum 5 jours avant la réunion de conseil municipal.

Le budget primitif devra ainsi répondre au mieux aux préoccupations de la population, tout en intégrant les contraintes liées au contexte économique, aux orientations définies par le Gouvernement dans le cadre de la Loi de Finances pour 2026 ainsi qu'à la situation financière locale.

La présente note a donc pour objet de fournir les éléments utiles à la réflexion en vue de la prochaine séance du Conseil municipal et du vote du Budget Primitif 2026.

1	ELEMENTS DE CONTEXTE	4
1.1	LA LOI DE FINANCE 2026	4
1.1.1	UN CALENDRIER LEGISLATIF "HORS NORMES"	4
1.1.2	LE "PACTE DE RESPONSABILITE" IMPOSE AUX COLLECTIVITES	4
1.2	IMPACTS DE LA LOI DE FINANCE SUR LES COMMUNES	5
1.2.1	LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)	5
1.2.2	FISCALITE ET RECETTES.....	5
1.2.3	LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT	6
2	ANALYSE BUDGETAIRE RETROSPECTIVE	7
2.1	LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	7
2.1.1	LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT.....	7
2.1.2	LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	10
2.2	LA SECTION D'INVESTISSEMENT	12
2.2.1	LES RECETTES D'INVESTISSEMENT.....	12
2.2.2	LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT	13
2.3	L'ETAT DE LA DETTE	14
2.3.1	ANNUITE DE LA DETTE.....	14
2.3.2	ENCOURS DE LA DETTE	14
3	LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES.....	16
3.1	LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	16
3.1.1	LES RECETTES PREVISIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	16
3.1.2	LES DEPENSES PREVISIONNELLES DE FONCTIONNEMENT	18
3.2	LA SECTION D'INVESTISSEMENT	20
3.2.1	LES RECETTES PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT SANS EMPRUNT	20
3.2.2	LES DEPENSES PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT 2026	22
3.2.3	NECESSITE DE RECOURIR A L'EMPRUNT POUR EQUILIBRER LA SECTION D'INVESTISSEMENT ?.....	23
3.3	LES BUDGETS ANNEXES	24
3.3.1	EAU ET ASSAINISSEMENT.....	24
3.3.2	TOUR DE L'HORLOGE.....	27

1 ELEMENTS DE CONTEXTE

1.1 LA LOI DE FINANCE 2026

Le budget 2026 ne ressemble à aucun autre par sa genèse. Il est le fruit d'un compromis fragile dans un paysage parlementaire fragmenté.

1.1.1 UN CALENDRIER LEGISLATIF "HORS NORMES"

Habituellement promulguée avant le 31 décembre, la loi de finances pour 2026 a connu un retard inédit, obligeant l'État à recourir temporairement à des "lois spéciales" en janvier pour assurer la continuité des services publics.

Octobre 2025 : Le dépôt du Projet de Loi de Finances (PLF) se fait dans un climat de crise des finances publiques, avec un déficit 2025 plus élevé que prévu.

Janvier 2026 : Faute de majorité claire, le Gouvernement a dû faire face à de multiples navettes. L'usage de l'article 49.3 a été engagé par le Premier ministre le 19 janvier 2026 pour faire adopter le texte en nouvelle lecture, face au risque de rejet global.

19 février 2026 : Promulgation de la loi après validation (sous réserves) par le Conseil Constitutionnel.

1.1.2 LE "PACTE DE RESPONSABILITE" IMPOSE AUX COLLECTIVITES

Le fil rouge de cette loi a été la volonté de l'État de faire participer les collectivités territoriales au redressement des comptes publics à hauteur de **plusieurs milliards d'euros**.

- **L'intention initiale** : Le projet initial prévoyait un prélèvement direct sur les recettes des "grandes" collectivités et un gel strict des dotations pour toutes les communes.
- **La résistance sénatoriale** : Le Sénat a obtenu un desserrage partiel de cet étai, argumentant que les communes, contrairement à l'État, votent des budgets en équilibre et portent l'essentiel de l'investissement public.
- **Le résultat final** : Si la ponction directe a été limitée, la LF 2026 installe un mécanisme de "**maîtrise des dépenses locales**" plus insidieux, passant par la hausse des charges non compensées (CNRACL) et une revalorisation minimale des bases fiscales.

Le budget de l'État repose sur des prévisions prudentes qui impactent directement les coûts de fonctionnement des communes :

- **Croissance du PIB** : estimée à **+1 %** (après +0,7 % en 2025).

- **Inflation** : prévue à **+1,3 %** (hors tabac).
- **Déficit public** : l'objectif est ramené à **5 % du PIB** pour 2026.

La loi de finances 2026 débouche, selon l'AMF, « sur un budget sans cohérence ni visibilité pour les collectivités locales [qui] sont appelées à continuer de contribuer au « redressement des comptes publics », ce qu'elles font depuis plus de 15 ans, via des prélèvements forcés ou des privations de recettes, sans que pour autant aucun redressement des comptes publics ne soit constaté ».

En 2026, ce sont les intercommunalités qui vont être ponctionnées, notamment par le DILICO, qui va prélever 250 M€, au détriment de leur capacité d'auto-financement donc d'investissement, au moment même où il leur est demandé de faire toujours plus d'efforts pour la transition écologique, les transports, le logement, la santé.

1.2 IMPACTS DE LA LOI DE FINANCE SUR LES COMMUNES

Pour une commune de la strate de Guînes (5 000 à 10 000 habitants), les impacts se déclinent selon trois axes principaux : les dotations, la fiscalité et les charges de personnel.

1.2.1 LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

- L'enveloppe nationale de la DGF est stabilisée à hauteur de **27 milliards d'euros**.
- **Absence d'indexation** : En ne suivant pas l'inflation (+1,3 %), cette stagnation représente en réalité un "manque à gagner" en termes de pouvoir d'achat pour les communes.
- **Péréquation renforcée** : La Loi de Finances poursuit la progression des dotations de péréquation (**DSR** et **DSU**).

1.2.2 FISCALITE ET RECETTES

- **Revalorisation des bases** : Le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est fixé à **+0,8 %** (basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé de novembre 2025). C'est une progression nettement plus faible que les années précédentes (+3,9 % en 2024).
- **Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)** : La loi permet désormais aux communes de décorrélérer le taux de la THRS de celui de la Taxe Foncière, offrant une nouvelle marge de manœuvre fiscale ciblée.

- **FCTVA** : Le taux est maintenu à **16,404 %**, mais l'assiette a été réduite par l'exclusion de certaines dépenses d'entretien des bâtiments et de voirie, ce qui pénalise l'investissement courant.

1.2.3 LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

Le contexte 2026 est marqué par une hausse significative des charges imposées :

- **Cotisations CNRACL** : La hausse du taux de cotisation employeur se poursuit (+3 points prévus dans la trajectoire 2025-2028) pour combler le déficit du régime de retraite des agents territoriaux. Pour Guînes, cela représente une augmentation mécanique de la masse salariale à effectif constant.
- **Dispositif de lissage (DILICO)** : Bien que les communes aient été largement exonérées du prélèvement au titre du "Fonds de réserve", les intercommunalités (EPCI) y sont soumises, ce qui pourrait limiter indirectement les fonds de concours ou le soutien communautaire.

2 ANALYSE BUDGETAIRE RETROSPECTIVE

L'analyse rétrospective de la santé financière de la commune constitue un préalable indispensable avant de se projeter sur les perspectives offertes tant en fonctionnement qu'en investissement.

2.1 LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

2.1.1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

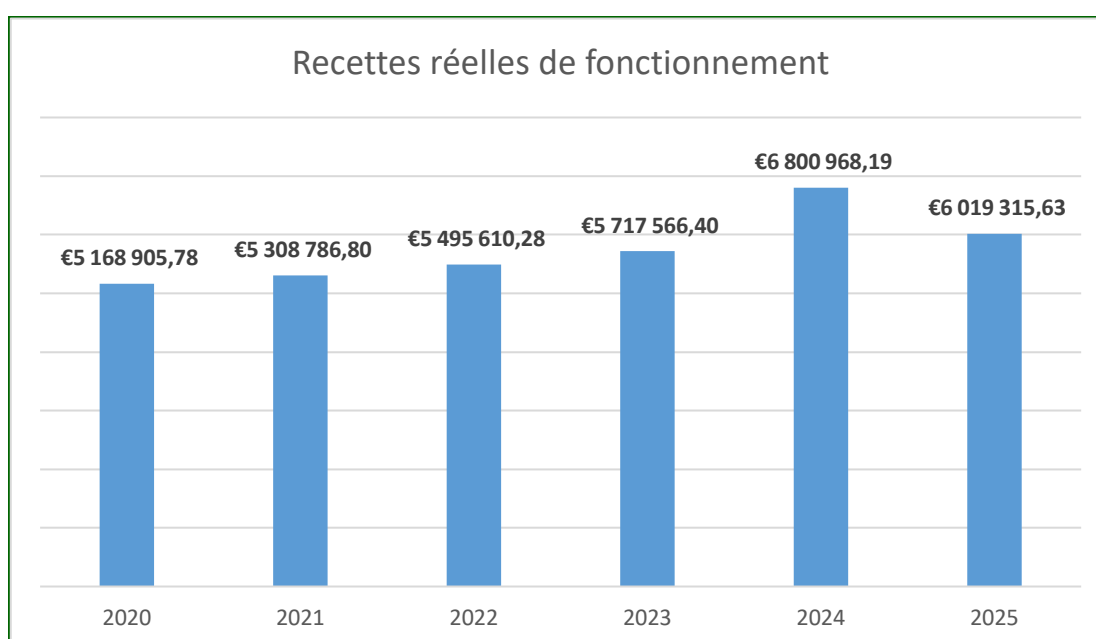


Fig. 1- Évolution des recettes de fonctionnement

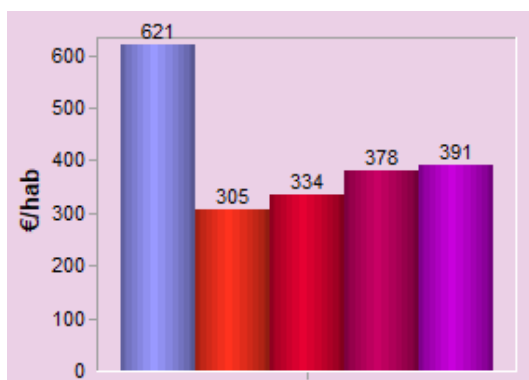
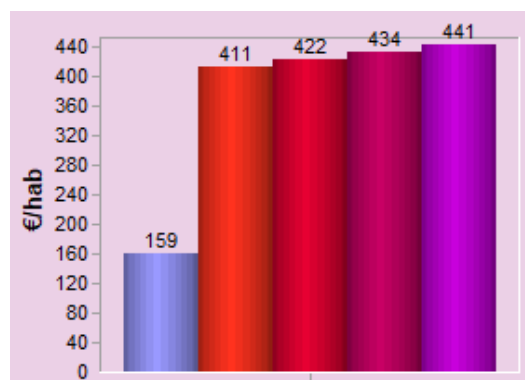
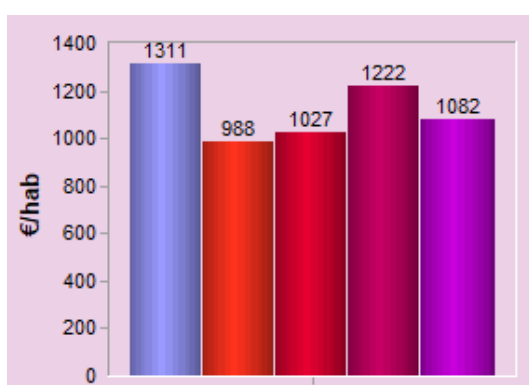
Ratios sur les recettes – strate de population comprise entre 5000 et 10 000 habitants :

Fig. 2 - Impôts directs/Population

Fig. 3- Dotation globale de fonctionnement/
PopulationFig. 4- Recettes réelles de fonctionnement/
Population

Légende	
■	France 2024
■	Réalisé 2022
■	Réalisé 2023
■	Réalisé 2024
■	Réalisé 2025

Ces graphiques permettent de mettre en évidence que les recettes de la commune dépendent essentiellement des dotations de l'État, comparé aux autres communes de notre strate qui perçoivent en moyenne près de deux fois plus d'impôts directs que Guïnes. La proportion pour Guïnes est inversée.

Le dernier graphique (fig.4) montre que la commune perçoit moins de recettes (toutes recettes confondues) par habitant que la moyenne nationale.

Evolution des recettes réelles de fonctionnement par chapitre		
Chapitre	2024	2025
013 - atténuation de charges	69 701,14	68 229,93
70 - Produits des services, domaine et ventes directes	174 999,50	153 812,84
73 - Impôts et taxes	723 914,00	699 782,00
731 - Impositions directes	2 105 973,24	2 176 608,60
74 - Dotations, subventions et participations	2 604 911,70	2 733 126,40
75 - Autres produits de gestion courante	282 363,44	106 904,25
76 - Produits financiers	1,71	1,71
77 - Produits exceptionnels	839 103,46	80 849,90
Total	6 800 968,19 €	6 019 315,63 €

En valeur absolue, les recettes réelles de fonctionnement baissent de 781 000 euros. Cet écart s'explique par les produits exceptionnels perçus en 2024 en ce qui concerne les opérations foncières liées à l'échange entre la friche SIDER et les anciens abattoirs, le château penché et les ateliers.

Sans compter les produits exceptionnels, les recettes réelles de fonctionnement sont relativement stables et passent de 5 961 865 euros en 2024 à 5 938 466 euros en 2025.

A noter qu'en 2024, la commune a également reçu 85 000 euros de recettes exceptionnelles au chapitre 75 correspondant aux pénalités de retard du marché d'aménagement de la place Foch.

2.1.2 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

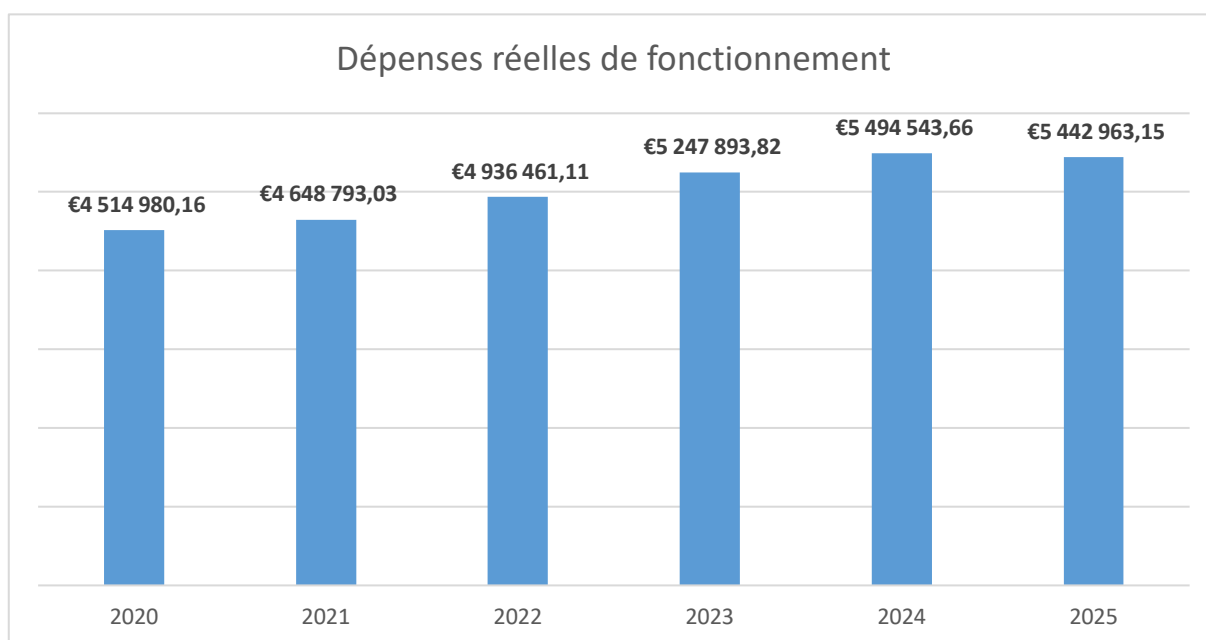


Fig. 5- Évolution des dépenses de fonctionnement

Ratios sur les dépenses – strate de population comprise entre 5000 et 10 000 habitants :

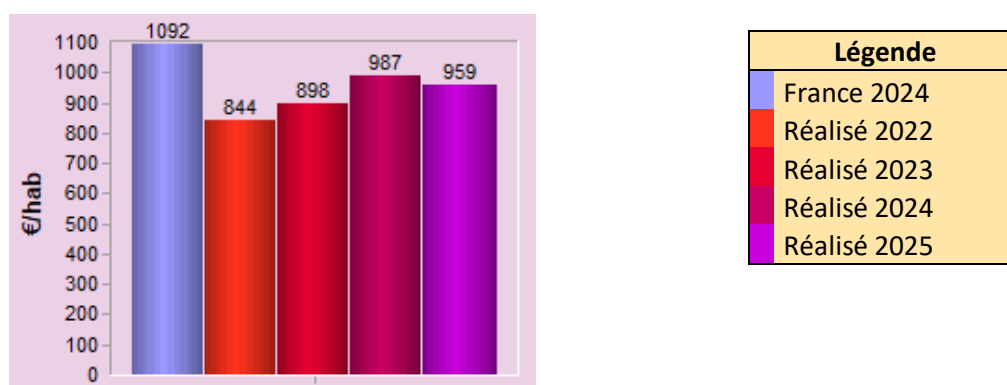


Fig. 6- Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie / Population

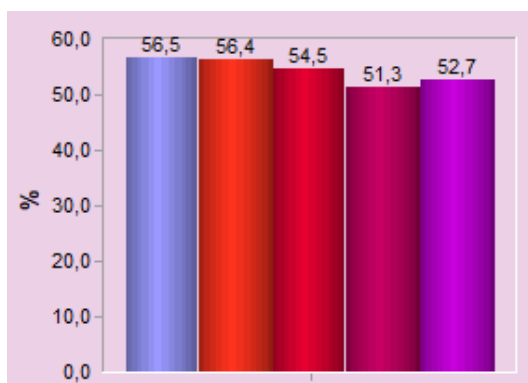


Fig. 7- Frais de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement

Tout comme les recettes par habitant qui sont moins importantes que la moyenne de la strate, les dépenses par habitant sont également moins importantes.

Evolution des dépenses réelles de fonctionnement par chapitre		
Chapitre	2024	2025
011 - Charges à caractère général	1 872 160,92	1 790 849,60
012 - Charges de personnel	2 818 108,14	2 810 732,40
014 - Atténuations de charges	0,00	0,00
65 - Autres charges de gestion courante	658 036,16	701 481,14
66 - Charges financières	135 301,44	124 124,29
67 - Charges exceptionnelles	313,00	26,57
68 - Dotations aux amortissements	8 600,00	13 724,15
Total	5 494 543,66 €	5 442 963,15 €

Les dépenses réelles de fonctionnement ont légèrement baissé entre 2024 et 2025 de 51 580 euros.

Les charges à caractère général ont diminué de 82 000 euros. Les charges de personnel ont été contenues malgré l'augmentation des cotisations CNRACL de 20 000 euros en 2025 et ont même légèrement baissé par rapport à 2024.

Les autres charges de gestion courante (chap. 65) ont quant à elle augmenté, ce qui s'explique par le règlement à la 5^{ème} section de wateringues des factures des consommations électriques des pompes de la ferme Pottez à hauteur de 69 000 euros. Cette somme correspond aux consommations électriques des pompes pendant les inondations.

A noter que les coûts énergétiques restent très importants, même si nos factures d'électricité ont baissé de 46 053 euros entre 2024 et 2025, celles de gaz ont augmenté de 43 515 euros. Cela représente 137 957 euros d'électricité et 217 020 euros de chauffage pour 2025.

2.2 LA SECTION D'INVESTISSEMENT

2.2.1 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Recettes réelles d'investissement par chapitre	
Chapitre	2025
10 - Dotations, fonds divers et réserves	1 689 776,98
13 - Subventions d'investissement reçues	1 230 003,85
16 - Emprunts et dettes assimilées	67 560,00
45 - Comptabilité distincte rattachée	9 182,36
Total	2 996 523,19

Les recettes réelles d'investissement 2025 ont été les suivantes :

- **Chapitre 10 :**
 - Le FCTVA (16,404% des dépenses d'investissement TTC éligibles de l'année N-1 pour Guïnes) : 453 054,53 euros, montant important compte tenu du volume d'investissements réalisés en 2024
 - La taxe d'Aménagement : fiscalité de l'urbanisme dont la base est constituée par la surface de plancher des constructions : 18 720 euros
- **Chapitre 13 :** les subventions perçues en 2025 des différents partenaires financiers :
 - Etat :
 - Création de deux city stade : 21 014€
 - Travaux d'aménagement de la place Foch : 43 722 €
 - Aménagement de l'ancien Point frais : 30 477 €
 - Travaux d'aménagement du giratoire des 5 chemins : 178 008 €
 - Travaux de réfection du chemin du Banc Vert: 262 297€
 - Travaux de réfection rue de la Justice : 93 027 €
 - FEAC 2024 : 156 724 €
 - Fond vert aide aux maires bâtisseurs : 7425 €
 - Région :
 - Aménagement place Foch : 26 029 €
 - Aménagement de l'ancien Point Frais : 101 591 €
 - Fond d'intervention inondations et tempêtes : 20 472 €
 - Département :
 - Création de deux city stade : 41 496 €
 - Espaces publics qualitatifs : 40 000 €
 - Aménagement Place Foch : 100 000 €
 - Travaux d'aménagement du giratoire des 5 Chemins : 100 000 €

Les subventions d'investissement perçues en 2025 ont été importantes. Cela résulte du volume des dépenses d'investissement réalisées en 2024.

2.2.2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Dépenses réelles d'investissement par chapitre	
Chapitre	2025
16 - Emprunts et dettes assimilés	364 553,34
20 - Immobilisations incorporelles	15 192,00
21 - Immobilisation corporelles	302 519,35
23 - Immobilisations en cours	1 065 074,52
27 - Autres immobilisations financières	0,00
45 - Comptabilité distincte rattachée	5 794,05
Total	1 753 133,26 €

Contrairement à l'année 2024 qui a été marquée par un important volume d'investissements avec 2 629 480 euros de dépenses, l'année 2025 retrouve un rythme normal avec des travaux principalement dédiés aux réparations des conséquences des inondations de novembre 2023. Les principales dépenses d'investissement réalisées en 2025 sont :

- Eclairage public rue du Bassin : 25 392 euros
- Acquisition d'un tracteur et d'un porte caissons : 119 760 euros
- Aménagement de l'ancien Point frais en restaurant : 428 225 euros
- Travaux de voirie divers : 605 616 euros

A noter également les travaux d'investissement réalisés en régie, c'est-à-dire par nos services techniques :

- Parking de l'Eglise Saint Pierre Es Liens : 38 162 euros
- Parking de la salle André Flahaut : 28 373 euros
- Voiries diverses (chemin Saint Blaise, Leulingues...) : 29 410 euros

2.3 L'ETAT DE LA DETTE

2.3.1 ANNUITE DE LA DETTE

En 2025, l'annuité de la dette s'élevait à 489 928 euros contre 473 242 euros en 2024.

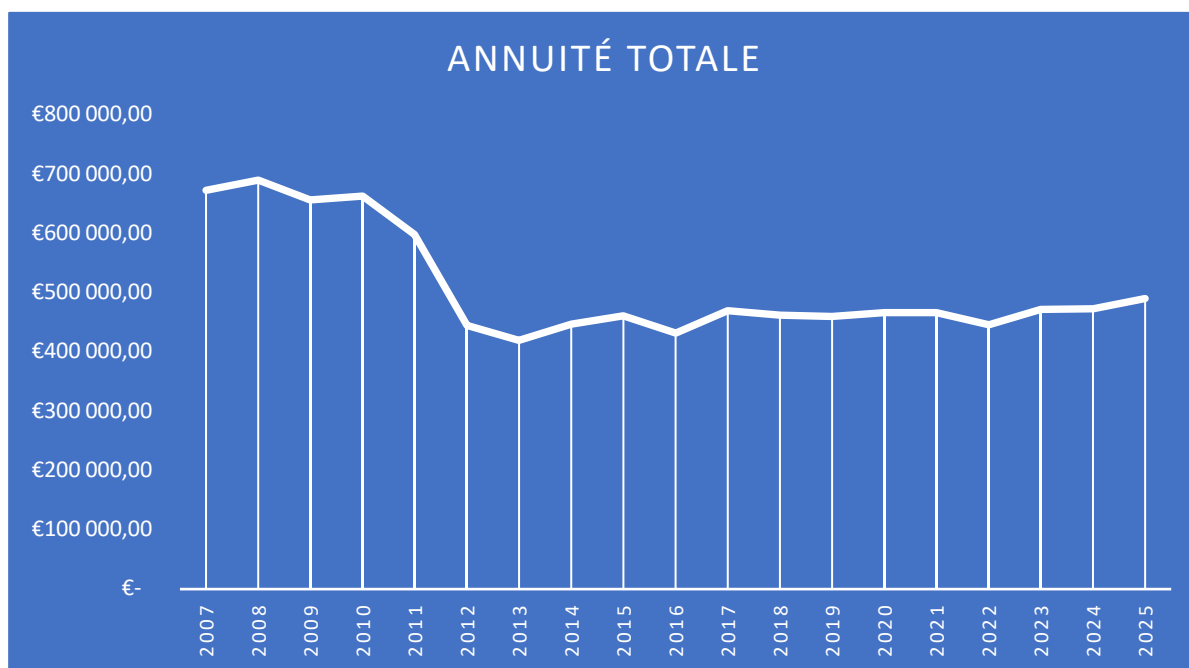
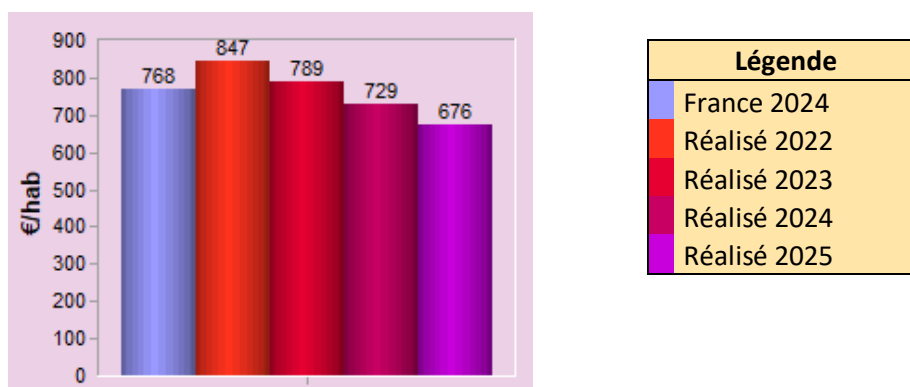


Fig. 8- Évolution annuité de la dette

L'annuité de la dette par habitant en 2024 (derniers chiffres disponibles auprès de la DGFIP) est de 84 euros alors que la moyenne de la strate de Guïnes est de 102 euros.

2.3.2 ENCOURS DE LA DETTE

Encours de la dette au 31/12/2026 :



Année	CAPITAL restant DU au 31/12 N	annuité de l'année N		
		capital	intérêts	annuité totale
2007	5 465 000,00 €	467 568,82 €	204 254,29 €	672 501,08 €
2008	4 973 000,00 €	484 772,16 €	205 442,01 €	690 214,17 €
2009	5 244 000,00 €	376 246,98 €	280 749,08 €	656 996,06 €
2010	4 814 000,00 €	433 855,61 €	229 350,84 €	663 206,45 €
2011	4 990 000,00 €	375 436,85 €	222 759,25 €	598 196,10 €
2012	4 560 000,00 €	228 473,73 €	216 318,41 €	444 879,10 €
2013	4 713 000,05 €	223 824,55 €	195 947,09 €	419 771,64 €
2014	4 464 529,34 €	248 661,27 €	198 328,64 €	446 989,91 €
2015	4 710 177,96 €	266 006,70 €	194 956,46 €	460 963,16 €
2016	4 691 341,43 €	238 108,62 €	193 986,70 €	432 095,32 €
2017	4 892 605,68 €	278 735,76 €	190 700,53 €	469 436,29 €
2018	4 616 378,30 €	276 227,39 €	186 486,69 €	462 714,08 €
2019	4 618 643,03 €	283 735,26 €	176 064,30 €	459 799,56 €
2020	4 321 650,93 €	296 992,10 €	169 723,26 €	466 715,36 €
2021	4 013 171,08 €	308 479,85 €	158 425,00 €	466 904,85 €
2022	4 218 899,91 €	294 271,13 €	152 121,30 €	446 392,43 €
2023	4 390 528,22 €	323 094,54 €	149 388,50 €	472 483,00 €
2024	4 055 550,00 €	334 977,35 €	138 264,82 €	473 242,17 €
2025	3 759 567,94 €	363 542,95 €	126 385,64 €	489 928,59 €

Fig. 7- Encours de la dette au 31/12 de l'année N avec zoom sur le mandat 2020-2025 (en bleu)

3 LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

3.1 LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

3.1.1 LES RECETTES PREVISIONNELLES DE FONCTIONNEMENT

3.1.1.1 LA FISCALITE

Les taux votés en 2025 étaient les suivants :

Taxe d'habitation	Suppression en 2021
Taxe foncière bâti	41,85 % (22,26% Taux Département 2022 + 19,59% Taux communal 2022)
Taxe foncière non bâti	64.81 %

Pour mémoire, en 2021, la taxe d'habitation a été totalement supprimée pour 80% des ménages et compensée par le transfert d'une partie de la Taxe Foncière (T.F.) départementale. Depuis 2023, plus aucun foyer ne paie de taxe d'habitation sur sa résidence principale.

Depuis 2021, le taux de la Taxe Foncière sur les propriétés bâties des Communes est égal au taux de la Commune voté auquel s'ajoute le taux de la TF voté par l'assemblée départementale.

La loi de finance 2026 prévoit une revalorisation des bases locatives cadastrales de 0,8%.

	Taux 2025	Bases notifiées 2025	Variation	Bases 2026 notifié	Taux 2026 constant	Produit fiscal attendu
TH commune	20,87%	94 315	0,8%	81 600	20,87%	17 030
TFB commune	41,85% (22,26 + 19,59)	3 706 093	0,8%	3 774 000	41,85% (22,26 + 19,59)	1 579 419
TFNB	64.81%	140 890	0,8%	141 600	64,81%	91 771
Total						1 688 220

Fig. 10- Recettes prévisionnelles à taux constant

En 2025, la commune a touché 1 930 228 euros décomposés comme suit :

- 1 551 523 euros de Taxe Foncière Bâtie (TFB)
- 267 710 euros de coefficient correcteur de suppression de la Taxe d'Habitation
- 91 311 euros de Taxe Foncière Non Bâtie (TFNB)
- 19 684 euros de Taxe d'habitation (TH)

Pour 2026, il sera proposé de conserver les taux de 2025 et donc de les fixer de la manière suivante :

Taxe d'habitation	20,87%
Taxe foncière bâti	41,85 % (22,26 + 19,59)
Taxe foncière non bâti	64.81 %

Les recettes fiscales, compte tenu de la projection de variation des bases ci-dessus exposée et par application du coefficient correcteur 2026 notifié de 272 499 euros, s'élèveront à taux constant à 1 960 719 euros, soit 30 491 euros de plus qu'en 2025.

3.1.1.2 LES DOTATIONS ET SUBVENTIONS :

Les montants de dotations n'ont pas été notifiés par la Direction Générale des Collectivités Locales mais la loi de Finance 2026 prévoit une augmentation de la péréquation communale de 300 millions d'euros. Même si la commune devrait profiter de cette péréquation, il vous sera proposé par prudence de prévoir les montants de dotations notifiés en 2025.

Pour mémoire dotations 2025 : 2 456 603 euros répartis comme suit :

- Dotation Globale de Fonctionnement (DGF): 610 460 euros
- Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) : 766 628 euros
- Dotation de Solidarité Rurale (DSR) : 828 855 euros
- Dotation Nationale de Péréquation : 250 660 euros

3.1.1.3 LES AUTRES RECETTES :

L'attribution de compensation : celle-ci, avec ses 579 632 euros en 2025, représente une part non négligeable des recettes de fonctionnement. Son montant ne varie qu'en cas de transfert de compétence à l'intercommunalité. Celui-ci devra en 2026 être minoré de 32 225 euros car la commune, en tant que commune de plus de 3500 habitants, doit exercer à titre obligatoire depuis la loi du 18 décembre 2023 et son décret d'application du 21 juillet 2025, la compétence Service Public de la Petite Enfance (SPPE). Elle perçoit à ce titre une subvention de l'Etat de 32 225 euros qui devra être reversée par le biais de l'attribution de compensation à la Communauté de Communes à qui la commune a transféré sa compétence petite enfance.

Les droits de mutation : les recettes de droit de mutation ont été largement supérieures aux prévisions en 2025, 150 000 euros encaissés contre 87 000 euros de prévision. Cela traduit un regain du marché immobilier en 2025. Les taux de crédits immobiliers ont

encore en février 2026 une tendance à la baisse. Toutefois, par précaution compte tenu de la situation internationale, il vous sera proposé de prévoir 100 000 euros de recette.

Les revenus des immeubles : par prudence, il sera proposé de budgéter le montant prévu au budget 2025, à savoir 80 000 euros.

L'excédent de fonctionnement reporté (compte 002) serait a priori de 330 000 euros.

⇒ **Les recettes réelles prévisionnelles de fonctionnement devraient s'élever à 6 145 000 euros.**

3.1.2 LES DEPENSES PREVISIONNELLES DE FONCTIONNEMENT

3.1.2.1 LES CHARGES DE PERSONNEL

	2024	2025
Dépenses réelles de fonctionnement	5 492 519	5 440 938
Charges de personnel = charges de personnel (chap. 012) – atténuations de charges (chap. 013)	2 818 108 – 69 701 = 2 748 407	2 810 732 – 68 229 = 2 742 503
Pourcentage des charges de personnel par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement	50,03%	50,4%

En 2024, dernier chiffre connu, la moyenne de la strate (communes de 5000 à 10 000 habitants) était de 57,06%.

Pour 2026, l'augmentation du taux de cotisation CNRACL de 3% (2^{ème} année sur 4 années d'augmentation pour atteindre une augmentation totale de 12%) aura un impact d'environ 25 000 euros sur la masse salariale.

En termes de mouvement de personnel, à noter la fin du contrat du chef de projet PVD dont le poste était financé par l'Etat à hauteur de 75%. A noter également le remplacement de deux agents, l'un aux services administratifs et l'autre aux services techniques, en congés maladie de longue durée. Enfin, nous devons renforcer l'encadrement en garderie périscolaire compte tenu de l'augmentation des effectifs suite à la mise en place de la gratuité.

Compte tenu de ces éléments et d'une revalorisation globale de la masse salariale de 2% dans le cadre du glissement vieillesse technicité (GVT), il vous sera proposé de fixer les charges de personnel à environ 2 885 000 euros.

3.1.2.2 LES CHARGES A CARACTERE GENERAL :

Les charges à caractère général (chapitre 011) étaient de 1 790 849 euros en 2025.

Pour l'année 2026, le contexte international et économique risque encore d'être incertain. Les troubles géopolitiques avec la guerre en Ukraine qui continue et la récente guerre contre l'Iran auront un impact sur l'inflation. Nous en voyons déjà les conséquences sur l'énergie avec plus particulièrement en ce qui nous concerne les prix du gaz et du carburant.

Notre contrat d'exploitation du chauffage sera renouvelé en septembre 2026. Notre assistance à maîtrise d'ouvrage nous a déjà sensibilisé sur le fait que le prix de fourniture de la molécule de gaz va augmenter d'une part en raison de l'augmentation des taxes et d'autre part en raison des coûts de renouvellement des réseaux répartis sur un plus petit nombre de clients. Et ce sans compter la guerre en Iran dont on ne mesure pas encore l'impact définitif. Les prix du gaz ont déjà explosé de 30%.

Une enveloppe importante de 100 000 euros sera encore cette année consacrée à l'acquisition de fournitures de voirie pour nos travaux d'investissement en régie.

Nous devons également consacrer un budget important au renouvellement de nos véhicules des services techniques, 2 ou 3 véhicules devront être changés cette année par le biais de locations avec option d'achat. Un budget de 35 000 à 40 000 euros devra y être consacré.

Il vous sera donc proposé d'abonder le **chapitre 011** (charges à caractère général) à hauteur d'environ 1 970 000 euros.

3.1.2.3 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE

A noter que la contribution de la commune à l'établissement scolaire Jean Bosco diminuera en 2026 compte tenu de la baisse de leurs effectifs notamment en ce qui concerne les enfants scolarisés en maternelle. Cette contribution passera ainsi de 115 000 euros en 2025 à environ 100 000 euros en 2026. Pour rappel, cette contribution financière est obligatoire pour la commune. Elle doit, par parité, financer les écoles privées à un niveau équivalent de celui des écoles publiques. Pour ce faire, un coût par élève est calculé et appliqué au nombre d'élèves résidant dans la commune et fréquentant l'établissement privé.

A noter que la commune a dû prendre en charge une facture de 69 000 euros en 2025 correspondant au coût d'électricité du fonctionnement des pompes de la ferme Pottez pendant les inondations de novembre 2023. En effet, par convention avec la 5^{ème} section de Wateringues, la commune doit rembourser à celle-ci les factures d'électricité payées pour le fonctionnement des pompes. Il y a toujours un décalage de deux ans dans l'émission de la

facture par la 5^{ème} section. En 2026, ce sera un retour à la normale avec une facture d'environ 20 000 euros.

- ⇒ **Les dépenses réelles de fonctionnement devraient s'élever à 5 650 000 euros**
- ⇒ Compte tenu du solde entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement prévisionnelles, **le virement à la section d'investissement (023 + amortissements) devrait s'élever à environ 495 000 euros.**

3.2 LA SECTION D'INVESTISSEMENT

3.2.1 LES RECETTES PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT SANS EMPRUNT

3.2.1.1 L'AFFECTATION DES RESULTATS 2025 :

Pour rappel :

- CAF (capacité d'autofinancement) brute : solde entre les recettes et dépenses réelles de fonctionnement
- CAF nette : CAF brute moins annuité du capital de la dette. La CAF nette mesure donc la marge de manœuvre de la collectivité pour financer de nouveaux investissements.

La CAF nette passe de 134 367 euros en 2024 à 135 824,14 euros en 2025.

3.2.1.2 COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 :

Une partie non négligeable du financement des dépenses d'investissement dépend de l'autofinancement susceptible d'être dégagé non seulement lors de l'année N mais aussi N-1 par l'opération d'affectation des résultats 2025 :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultats reportés		296 826,57 €	1 458 478,37 €			1 161 651,80 €
Part affectée à investiss						- €
Opérations de l'exercice	5 796 174,29 €	6 129 980,03 €	1 891 700,28 €	3 379 661,95 €	7 687 874,57 €	9 509 641,98 €
Totaux	5 796 174,29 €	6 426 806,60 €	3 350 178,65 €	3 379 661,95 €	7 687 874,57 €	8 347 990,18 €
Résultat de clôture		630 632,31 €		29 483,30 €		660 115,61 €
Besoin de financement						
Excédent de financement				29 483,30 €		
Apurement 1069				7 965,63 €		
Restes à réaliser DEPENSES				786 796,94 €		
Restes à réaliser RECETTES				473 751,95 €		
Besoin total de financement				291 527,32 €		
Excédent total de financement						

Après couverture du besoin de financement de 291 527,32 euros (Compte 1068), l'excédent de fonctionnement à reporter en R002 au budget 2026 devrait être d'environ 330 000 euros.

Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement (023 + amortissements) devrait avoisiner 495 000 euros.

Déduction faite du capital des emprunt de 377 000 euros, la CAF nette 2026 devrait avoisiner 118 000 euros.

3.2.1.3 LES DOTATIONS ET FONDS DIVERS

Compte tenu du volume d'investissement réalisé en 2025, le **FCTVA** (taux de 16,404% à appliquer sur les dépenses d'investissement chap 21 et 23 N-1) à percevoir en 2026 devrait s'élever à 220 000 euros.

La **Taxe d'Aménagement** destinée au financement des équipements publics générés par l'urbanisation était en 2025 de 18 000 euros. Par prudence, il sera prévu une recette de 10 000 euros en 2026.

Hors subvention et emprunts, la capacité d'autofinancement de nouveaux investissements en 2026 serait d'environ 350 000 euros.

3.2.1.4 LES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

Les subventions d'équipement prévues en 2026 sont :

- **Etat** : 199 029 euros pour les travaux d'aménagement des ateliers au sein de la friche SIDER

Compte tenu de la CAF nette, des recettes propres de la section d'investissement et des subventions mobilisables, **les recettes d'investissement pour de nouveaux investissement en 2026 devraient s'élever à environ 550 000 euros.**

3.2.2 LES DEPENSES PREVISIONNELLES D'INVESTISSEMENT 2026

L'année 2026 verra le démarrage des travaux d'aménagement des ateliers municipaux au sein de la friche SIDER. Ces travaux estimés à 1 200 000 euros HT seront échelonnés sur les exercices 2026 et 2027. En 2026, un budget de 350 000 euros leur sera consacré.

Bâtiments :

- Travaux d'aménagement des ateliers au sein de la friche SIDER : 350 000 euros
- Réparation moteur cloche de l'église : 5500 euros
- Études de désimperméabilisation des cours d'école : 15 000 euros

Voirie :

- Installation de plots LED flash : 11 000 euros
- Permeo pour les fosses d'arbres : 8500 euros
- Signalétique 5 chemins : 11 000 euros
- Divers : 40 000 euros

Défense Incendie :

- Installation d'un poteau incendie au droit de la ferme de la Walle : 18 000 euros

Equipements sportifs :

- Changement du filet Pare Ballons du stade Félicien Péron : 15 000 euros
- Buts de football amovibles : 5200 euros

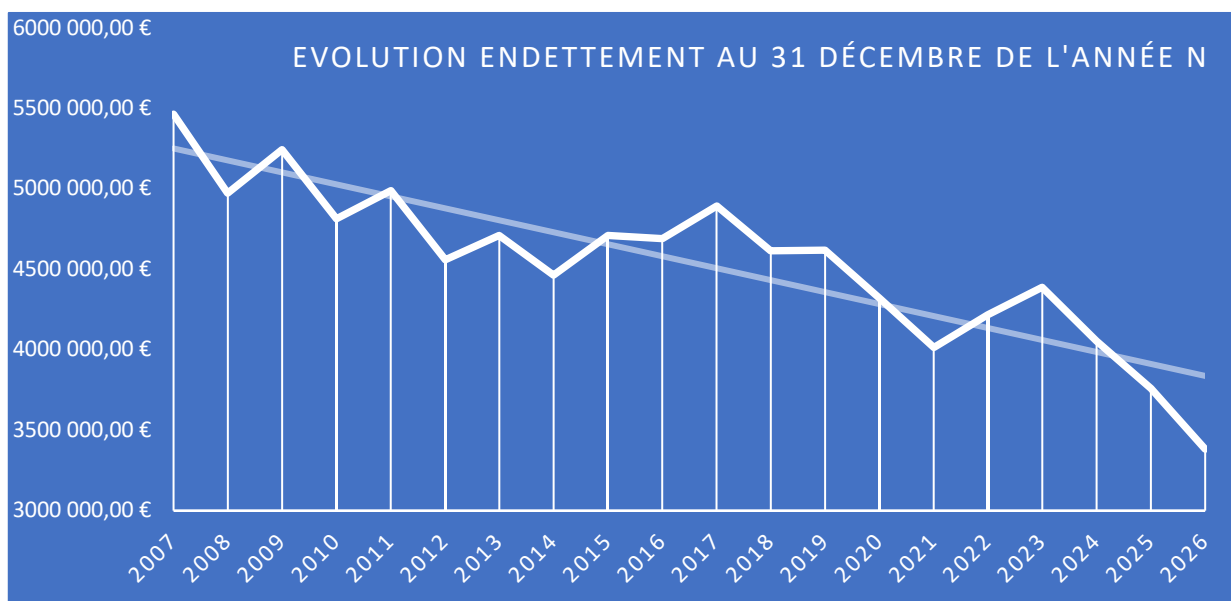
Matériel :

- Achat d'un camion nacelle d'occasion : 30 000 euros
- Divers : 40 000 euros

Le montant total des nouveaux investissements prévus en 2026 devrait s'élever à environ 550 000 euros.

En 2026, une opération pour compte de tiers devra être comptabilisée en section d'investissement. La commune doit en effet démolir aux frais des propriétaires un immeuble dans le cadre d'une procédure de péril. Les propriétaires ont été mis en demeure de sécuriser ou de démolir leur immeuble dans un délai déterminé mais n'ont pas donné suite. La commune doit donc conformément à la loi procéder à cette démolition à leurs frais. Cette opération s'équilibre sur un compte de tiers de classe 4 en dépenses et recettes d'investissement. Le trésor public sera chargé de recouvrer les sommes engagées par la commune. Le cout de cette opération est estimé à environ 80 000 euros.

3.2.3 NECESSITE DE RECOURIR A L'EMPRUNT POUR EQUILIBRER LA SECTION D'INVESTISSEMENT ?



Sans recours à l'emprunt, l'endettement de la commune serait au 31 décembre 2026 de 3 347 736,89 euros

État de l'endettement annuel sans emprunt supplémentaire :

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Total versement	Capital restant
2026	3 759 567,94	377 036,50	115 280,21	492 316,71	3 382 531,48
2027	3 382 531,48	391 145,17	101 814,96	492 960,13	2 991 386,33
2028	2 991 386,33	392 639,55	88 202,68	480 842,23	2 598 746,54
2029	2 598 746,54	366 419,41	74 331,39	440 750,80	2 232 327,12
2030	2 232 327,12	360 605,76	61 634,39	422 240,15	1 871 721,35
2031	1 871 721,35	337 019,72	49 244,86	386 264,58	1 534 701,62
2032	1 534 701,62	334 909,86	37 574,73	372 484,59	1 199 791,76
2033	1 199 791,76	342 981,78	25 365,96	368 347,74	856 809,97
2034	856 809,97	235 697,26	14 283,74	249 981,00	621 112,71
2035	621 112,71	100 612,64	7 991,62	108 604,26	520 500,07
2036	520 500,07	90 015,81	6 523,15	96 538,96	430 484,26
2037	430 484,26	84 017,82	5 164,34	89 182,16	346 466,44
2038	346 466,44	63 384,75	4 111,01	67 495,76	283 081,69
2039	283 081,69	64 063,40	3 240,36	67 303,76	219 018,29
2040	219 018,29	48 315,75	2 414,89	50 730,64	170 702,54
2041	170 702,54	48 791,59	1 747,05	50 538,64	121 910,95
2042	121 910,95	41 910,95	1 071,21	42 982,16	80 000,00
2043	80 000,00	20 000,00	696,00	20 696,00	60 000,00
2044	60 000,00	20 000,00	504,00	20 504,00	40 000,00
2045	40 000,00	20 000,00	312,00	20 312,00	20 000,00
2046	20 000,00	20 000,00	120,00	20 120,00	0,00
Sous-total		3 759 567,72	601 628,55	4 361 196,27	
Total		3 759 567,72	601 628,55	4 361 196,27	

Il ne sera pas nécessaire de recourir à l'emprunt pour financer les investissements 2026.

3.3 LES BUDGETS ANNEXES

3.3.1 EAU ET ASSAINISSEMENT

L'instruction budgétaire et comptable M57 autorise que l'ensemble des dépenses et recettes des services publics de l'eau potable et de l'assainissement soient reprises dans un budget annexe. Le principe d'un budget annexe est d'affecter des recettes aux dépenses liées à une opération isolée.

Ces budgets annexes eau potable et assainissement sont assujettis à la T.V.A. Ils sont soumis à la nomenclature budgétaire M49 mais sans personnalité morale propre. La trésorerie de ces budgets est commune à celle de la Ville.

3.3.1.1 COMPTE FINANCIER UNIQUE 2025 :

Budget Assainissement :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultats reportés		323 698,70 €	35 787,90 €		35 787,90 €	323 698,70 €
Part affectée à investiss					0,00 €	- €
Opérations de l'exercice	200 857,11 €	259 015,94 €	215 657,43 €	177 751,50 €	416 514,54 €	436 767,44 €
Totaux	200 857,11 €	582 714,64 €	251 445,33 €	177 751,50 €	452 302,44 €	760 466,14 €
Résultat de clôture		381 857,53 €	73 693,83 €			308 163,70 €
Besoin de financement			73 693,83 €			
Excédent de financement						
Restes à réaliser DEPENSES			227 770,65 €			
Restes à réaliser RECETTES			23 521,00 €			
Besoin total de financement			277 943,48 €			
Excédent total de financement						

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement est un excédent de 381 857,53 euros qui sera affecté comme suit :

- 277 943,48 euros au compte 1068 en couverture du besoin total d'investissement
- 103 914,05 euros au compte 002 excédent de fonctionnement reporté

Le système d'assainissement de la commune de Guînes présente des dysfonctionnements récurrents. Ceux-ci ont pour conséquence des déversements d'effluents non traités en milieu naturel par temps de pluie. Cette situation génère depuis 3 ans une non-conformité technique de notre système d'assainissement.

Afin de mettre notre système d'assainissement en conformité, le Préfet du Pas de Calais a prescrit par arrêté du 30 décembre 2025 un programme de travaux et d'actions devant être mis en œuvre sur une période comprise entre 2026 et 2032. Le coût de ce programme a été estimé à 2 900 000 euros hors taxes.

Tout l'enjeu de ces travaux est de déconnecter un maximum d'eaux pluviales de nos réseaux d'assainissement pour éviter les déversements d'eau polluées au milieu naturel.

L'ouvrage le plus important de ce programme est la réalisation d'un bassin de stockage restitution (BSR) qui devra être réalisé à proximité immédiate de la station d'épuration. Cet ouvrage devra être réalisé en 2027 et son prix est à ce jour estimé à 1 300 000 euros hors taxes.

L'année 2026 sera consacrée aux études de maîtrise d'œuvre. Un budget d'environ 70 000 euros sera consacré à ces études.

De plus, un budget d'environ 30 000 euros devra être également consacré à des contrôles de raccordement des immeubles au réseau d'assainissement.

Le budget assainissement devrait s'équilibrer à 330 000 euros en section de fonctionnement et à 520 000 euros en section d'investissement.

Il ne sera pas nécessaire de recourir à l'emprunt en 2026 pour financer les investissements.

Toutefois, la création du BSR nécessitera de recourir à l'emprunt en 2027. L'Agence de l'Eau Artois Picardie financera ces travaux à hauteur de 40%. Par conséquent, le reste à charge pour la commune sera d'environ 800 000 euros.

Un emprunt de ce montant devra être contracté. Nos recettes actuelles, essentiellement constituées par la redevance assainissement collectée sur la facture d'eau des usagers, ne permettront pas de rembourser cet emprunt. Il faudra donc envisager d'augmenter le montant de la redevance de quelques dizaines de centimes d'euros par m³.

Pour rappel, la redevance actuelle est de 1,2 euros HT par m³. Compte tenu des volume facturés par SUEZ, cela représentait une recette de 227 137 euros en 2025.

Le Conseil devra délibérer au plus tard au mois de juin pour acter le montant de cette augmentation. Ce qui permettra de percevoir les nouvelles recettes au premier trimestre 2027.

Budget Eau :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultats reportés		97 558,25 €		164 117,54 €	- €	261 675,79 €
Part affectée à investiss						- €
Opérations de l'exercice	978,68 €	98,90 €	98,90 €	978,68 €	1 077,58 €	1 077,58 €
Totaux	978,68 €	97 657,15 €	98,90 €	165 096,22 €	1 077,58 €	262 753,37 €
Résultat de clôture		96 678,47 €		164 997,32 €		261 675,79 €
Besoin de financement						
Excédent de financement				164 997,32 €		
Restes à réaliser DEPENSES						
Restes à réaliser RECETTES						
Besoin total de financement						
Excédent total de financement				164 997,32 €		

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement est un excédent de 96 678,47 euros qui sera affecté comme suit : 96 678,47 euros au compte 002 excédent de fonctionnement reporté

Ce budget annexe sera alimenté par les excédents des exercices antérieurs.

En matière d'eau potable, l'état du réseau fait qu'il n'est pas nécessaire de prévoir d'investissements en 2026.

3.3.2 TOUR DE L'HORLOGE**Compte Financier Unique 2025 :**

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT	DEPENSE OU DEFICIT	RECETTES OU EXCEDENT
Résultats reportés		139 627,49 €		1 104,33 €	- €	140 731,82 €
Part affectée à investiss						- €
Opérations de l'exercice	47 888,06 €	58 428,36 €	3 817,00 €	- €	51 705,06 €	58 428,36 €
Totaux	47 888,06 €	198 055,85 €	3 817,00 €	1 104,33 €	51 705,06 €	199 160,18 €
Résultat de clôture		150 167,79 €		2 712,67 €		147 455,12 €
Besoin de financement				2 712,67 €		
Excédent de financement				- €		
Restes à réaliser DEPENSES				5 755,20 €		
Restes à réaliser RECETTES						
Besoin total de financement				8 467,87 €		
Excédent total de financement						

Le résultat de clôture de la section de fonctionnement est un excédent de 150 167,79 euros qui sera affecté comme suit au budget 2026 : 141 699,92 euros au compte 002 excédent de fonctionnement reporté et 8 467,87 au compte 1068 (couverture du besoin total de financement)

En 2026, hormis le fonctionnement normal de l'équipement, il sera nécessaire de prévoir un budget d'investissement pour réparer la pompe hydraulique du Drakkar ainsi qu'un budget pour remplacer certains éléments de décoration.